



« Outre des questions sur la spécialité, l'option technique et la motivation professionnelle, les jurys de concours estiment essentiel de questionner les candidats sur leur environnement professionnel. Les jurys ayant noté des lacunes sur ce dernier point, *Techni.Cités* a décidé de revenir, chaque quinzaine, sur les bases de la culture territoriale à travers de grandes thématiques incontournables. »

Par Sébastien Duval, DGS

## Les pouvoirs de police du maire

### Pouvoir de police administrative générale

Depuis la loi du 5 avril 1884, le maire est investi d'une compétence de police administrative générale pour les matières relevant du maire (art. L.2212-2, L.2213-16 et s. pour la police rurale ; art. L.2212-3 pour la police de la mer). Le maire exerçant à titre personnel les pouvoirs de police administrative, le conseil municipal n'a pas à être consulté. Le maire peut déléguer une compétence de police à ses adjoints, au directeur général des services, au directeur général adjoint des services, au directeur général et au directeur des services techniques. Dans le cas des intercommunalités, les maires conservent en principe leurs pouvoirs de police même si la compétence est transférée. Toutefois, dans certains EPCI, le transfert de compétence est accompagné du transfert du pouvoir de police. Dans le cadre de son pouvoir de police, le maire doit notamment :

- veiller à la salubrité des eaux et à leur bon usage (en cas de sécheresse exceptionnelle) ;
- veiller à l'application des lois sur les égouts et sur l'assainissement privé ;
- ordonner le raccordement d'un réseau privé de distribution d'eau au réseau de distribution publique communal ;
- réglementer ou interdire l'écoulement, l'épandage ou le jet de toutes substances susceptibles de nuire à la santé et à la salubrité publiques ;
- ordonner les mesures nécessaires à la suppression et à l'assainissement des mares ou fossés à eaux stagnantes placés dans les agglomérations ou à proximité des habitations lorsqu'un danger peut en résulter pour la salubrité publique ;
- veiller à la salubrité des voies publiques et pourvoir à leur assainissement ;
- veiller à l'enlèvement des ordures ménagères, et y pourvoir au besoin par l'organisation d'un service municipal ;
- interdire les dépôts d'ordures, de fumiers, de vidanges, de gadoues, de boues, etc., sur la voie publique ;
- en organiser le balayage et le nettoyage par un service municipal ;
- interdire ou réglementer selon le cas le déversement des eaux ménagères sur la voie publique ou dans les caniveaux.

Autant d'illustrations concrètes de la mise en œuvre des pouvoirs de police municipale en matière d'hygiène et de salubrité publiques.

### Pouvoir de police spéciale de l'eau

Article L.2213-29 : « Le maire surveille, au point de vue de la salubrité, l'état des ruisseaux, rivières, étangs, mares ou amas d'eau ». Mais il ne s'agit pas à l'évidence d'une compétence de police stricto sensu, mais bien plutôt de l'énoncé d'une mission de service public qui conditionne l'exercice des pouvoirs de police. Article L.2213-31 : « Le maire prescrit aux propriétaires de mares ou de fossés à eau stagnante établis dans le voisinage des habitations d'avoir soit à les supprimer, soit à exécuter les travaux, ou à prendre les mesures nécessaires pour faire cesser toutes causes d'insalubrité ».

### Pouvoir de police spéciale des déchets

Il n'est pas toujours simple de dire, en matière de déchets, ce qui relève de l'organisation du service public et ce qui relève de la

police : il en est ainsi de l'arrêté municipal qui fixe à la fois l'itinéraire des bennes de collecte et des obligations de balayage à la charge des propriétaires.

Dans le cadre de la police des déchets, le maire s'adresse au détenteur des déchets en lui imposant l'élimination de ceux-ci. Les maires peuvent « notamment fixer les modalités de collectes sélectives et imposer la séparation de certaines catégories de déchets ». Ils peuvent intervenir d'urgence au titre de leurs pouvoirs de police administrative générale, ils sont chargés de « l'enlèvement des encombrements ». Et sont compétents pour « prévenir, par des précautions convenables [...] les fléaux calamiteux notamment lorsqu'un dépôt d'ordures ménagères présente un danger d'incendie pour les bois, forêts, landes, maquis, plantations ou reboisements ».

### Pouvoir de police en matière d'assainissement

L'article L.5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que les présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre peuvent exercer le pouvoir de police du maire et seulement dans certaines matières, notamment l'assainissement :

- pouvoir de police spéciale du maire consistant à accorder des dérogations pour le raccordement de certains immeubles aux réseaux publics de collecte (Code de la santé publique (CSP), art. L.1331-1) ;
- pouvoir de police spéciale du maire consistant à prescrire la suppression des mares ou fossés à eau stagnante (CGCT, art. L.2213-29 à L.2213-31) ;
- pouvoir de la commune de faire procéder d'office à certains travaux aux frais du propriétaire défaillant (CSP, art. L.1331-6) ;
- pour dresser des procès-verbaux susceptibles de donner lieu à des poursuites pénales, en cas d'infractions graves.

Les autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau public de collecte sont en principe délivrées par le maire mais le sont par le président de l'EPCI à fiscalité propre ou du syndicat mixte « lorsque la compétence en matière de collecte a été transférée » à cet établissement/ce syndicat (CSP, art. L.1331-10).

### Qui peut contrôler et sanctionner ?

Selon l'article L.1312-1 du CSP, les infractions aux prescriptions, ou des règlements pris pour leur application, sont constatées par des officiers et agents de police judiciaire, conformément aux dispositions du Code de procédure pénale, ainsi que par les fonctionnaires et agents du ministère de la Santé ou des collectivités territoriales habilitées et assermentées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État. Les procès-verbaux dressés par les fonctionnaires font foi jusqu'à preuve contraire.

Les contraventions aux dispositions des règlements sanitaires relatives à la propreté des voies et espaces publics peuvent être également relevées par les agents spécialement habilités à constater par procès-verbaux les contraventions aux dispositions du code de la route concernant l'arrêt ou le stationnement des véhicules.